

Unité départementale du Haut-Rhin

Mulhouse, le 01/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/01/2022

### **Contexte et constats**

Références : 3676\_2022\_01\_19\_Alsabail

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2022 dans l'établissement ALSABAIL implanté ZI Europe 53 rue de l'Europe 68700 CERNAY. L'inspection a été annoncée le 10/01/2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALSABAIL
- ZI Europe 53 rue de l'Europe 68700 CERNAY
- Code AIOT dans GUN : 0006703676
- Régime : Autorisation

L'entrepôt Alsabail est composé de 3 cellules séparées par des murs coupe feu 2h00. Deux cellules de 5010 m<sup>2</sup> et 4980 m<sup>2</sup> sont occupées par un sockage de pâtes alimentaires. La dernière cellule de 5010 m<sup>2</sup> coté sud reçoit des matériels destinés à l'industrie automobile.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque incendie et moyens de contenir les eaux polluées accidentellement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Pas de constat effectués en dehors des points de contrôle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	/	
Confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 23/03/2004, article 9.2.4	/	
Conception générale.Règles d'exploitation et consignes	Arrêté Préfectoral du 23/03/2004, article 15.7	/	
Sécurité Incendie	Arrêté Préfectoral du 23/03/2004, article 16.2	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant fait réaliser annuellement par une entreprise extérieure un audit de ses moyens de maîtrise d'un incendie.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Détection automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. [...]</p> <p><b>Constats :</b> La détection automatique d'incendie placée dans l'entrepôt et ses annexes est reportée sur une centrale d'alarme. En cas d'alerte, la centrale déclenche une alarme sonore pour inviter le personnel à évacuer les lieux, parallèlement à cela, elle informe la société de télésurveillance chargée de prendre en charge l'incident qui contactera les pompiers si besoin. L'exploitant déclare que le prestataire est chargé de réaliser la levée de doute en son absence et de le prévenir. La détection est assurée par le système d'extinction automatique. Celle-ci est positionnée au regard des stockages mis dans les racks. La vérification du bon fonctionnement de l'installation est assurée 2 fois par an par un prestataire de services extérieur. Le fabricant effectue un contrôle annuel des organes de toute l'installation. Dans le cadre de ce contrôle, les 256 têtes de sprincklage estimées obsolètes ont été changées le 20/09/2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Confinement des eaux polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2004, article 9.2.4
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont équipées d'un bassin de confinement permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 1 000 m <sup>3</sup> , et d'une capacité de rétention complémentaire de 400 m <sup>3</sup> assurée par les surfaces imperméabilisées situées au droit des quais de déchargement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan topographique établi en 2013 par un cabinet d'expert géomètre. Le plan stipule que le volume d'eau stockable sur le site est de 2800 m <sup>3</sup> . Le volume de la rétention est de 1329 m <sup>3</sup> et celui des quais de chargement 656 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Conception générale.Règles d'exploitation et consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2004, article 15.7
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. Le stockage de matières dangereuses ou explosibles est interdit. Le stockage est effectué de manière à ce que toutes les issues, escaliers, etc. soient largement dégagés [...]. Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</li><li>• 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres ;</li><li>• 3° Distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;</li><li>• 4° Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.</li></ul> Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettiers, les dispositions des 1°, 2° et 3° ne s'appliquent pas. La disposition 4° est applicable dans tous les cas. Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Le stockage extérieur de produits combustibles à proximité de l'entrepôt est interdit.
<b>Constats :</b> La présence de matière dangereuse ou explosible n'a pas été constatée le jour de la visite d'inspection. Les couloirs et les aires de circulations sont dégagés. Les matières stockées sur le site sont placées dans des racks. Le jour de l'inspection, il n'y avait pas de stockage à l'extérieur ni en masse dans l'entrepôt. La distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## Nom du point de contrôle : Sécurité Incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/03/2004, article 16.2

### Prescription contrôlée :

Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y compris en période de gel. Ces ressources comprennent :

- 2 poteaux incendie normalisés implantés sur la voie publique à moins de 70 m des installations, et un autre situé dans l'enceinte de l'établissement, hors de la zone de flux thermique de 3 kW/m<sup>2</sup>,
- une réserve d'eau aérienne de 180 m<sup>3</sup>, aménagée et équipée pour permettre un accès et une mise en œuvre aisés des moyens des services de secours, et permettant l'aspiration par un engin-pompe à un débit de 90 m<sup>3</sup>/h.
- Le débit délivré par les poteaux incendie et la réserve sera d'au moins 270 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures consécutives.
- une réserve d'eau de sprinklage de 450 m<sup>3</sup> [...]

Les moyens d'intervention sur le site se composent :

- d'un réseau d'extinction automatique adapté aux caractéristiques des produits stockés,
- d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA),
- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article,[...], et justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

**Constats :** L'inspection a vérifié sur le terrain la présence des moyens de défense contre un incendie suivants:

- 2 poteaux d'incendie longeant la route d'accès au site à l'extérieur de l'établissement,
- 1 poteau d'incendie éloigné du mur coupe feu 2h00 de l'entrepôt,
- 1 réserve aérienne d'eau de 180 m<sup>3</sup>,
- 1 réserve d'eau de sprinklage,
- 1 réseau d'extinction automatique,
- 1 réseau de robinets d'incendie armés (RIA).

L'exploitant indique que les caractéristiques de ses moyens de défense contre un incendie relevées lors du dernier contrôle réalisé en janvier 2022 sont les suivantes:

- débit de 68 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar pour le poteau d'incendie éloigné du mur coupe feu 2h00 de l'entrepôt
- pression statique 6.9 bars – débit maximum 190 m<sup>3</sup>/h – débit à 1 bar 182 m<sup>3</sup>/h, pour le poteau PI N°107, en fonctionnement seul
- pression statique 7.0 bars – débit maximum 182 m<sup>3</sup>/h – débit à 1 bar 174 m<sup>3</sup>/h, , pour le poteau PI N°108, en fonctionnement seul
- débit de 123 m<sup>3</sup>/h à 1 bar pour le poteau PI N°107 et de 109 m<sup>3</sup>/h à 1 bar, respectivement pour les poteaux PI N°107 et PI N°108 en fonctionnement simultané

Ainsi, le débit d'eau disponible pour éteindre un incendie est de 390m<sup>3</sup>/h (68+123+109+90 = 390) pendant 2 heures consécutives pour 270m<sup>3</sup>/h demandé par l'AP d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite